

# S'ORGANISER

Numéro spécial :  
congrès national  
2005



# Votre conseil exécutif national

Paul Moist  
Président national



Claude Généreux  
Secrétaire-trésorier national



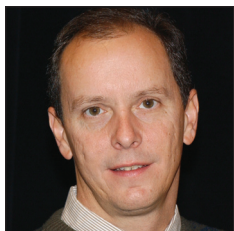
## Vice-présidences générales



Mario Gervais



Tom Graham



Rick MacMillan

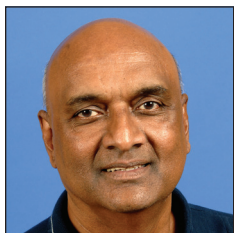


Barry O'Neill



Patrick (Sid) Ryan

## Vice-présidences à la diversité



Dharam Boodhoo



Leo Cheverie

## Vice-présidences régionales



Donna Ryan  
Terre-Neuve et  
Labrador



Danny Cavanagh  
Nouvelle-Écosse



Daniel Légère  
Nouveau-Brunswick



Donald MacDonald  
Île-du-Prince-  
Édouard



Claude Turcotte  
Québec



Charles Fleury  
Québec



Michael Hurley  
Ontario



Candace Rennick  
Ontario



Wyman MacKinnon  
Nord de l'Ontario



Kevin Rebeck  
Manitoba



Frank Mentès  
Saskatchewan



D'Arcy Lanovaz  
Alberta



Marck Hancock  
Colombie-Britannique



Fred Muzin  
Colombie-Britannique

# Congrès de 2005 : passion, fierté et pouvoir



Ce numéro de *S'Organiser* rend compte de notre 22<sup>e</sup> congrès national, tenu à Winnipeg au début d'octobre. Je suis immensément fier de notre syndicat. Quelque 1700 délégués ont débattu d'enjeux, accordé leur soutien à d'autres membres en grève et élaboré les politiques qui guideront le SCFP au cours des deux prochaines années.

Le premier jour, j'ai demandé aux délégués dont c'était le premier congrès de se lever. J'ai été à la fois étonné et heureux

de constater qu'environ 40 pour cent des personnes présentes dans la salle se sont levées. C'est bon signe, car une nouvelle génération de militants prend la relève de ceux qui ont aidé à bâtir notre syndicat.

L'adoption de notre programme d'orientation stratégique trace un parcours ambitieux et progressiste pour notre syndicat. Le renforcement de la structure interne de notre organisation pour maximiser notre pouvoir de négociation, l'importance accordée au recrutement et le travail entrepris en matière d'égalité sont des priorités.

C'est avec enthousiasme que je vous ai fait part des résultats préliminaires du premier sondage mené auprès de l'ensemble de nos membres depuis plusieurs années. Il est très important pour chacun d'entre nous de savoir ce que pensent nos membres. Je vous incite à lire l'article plus détaillé sur le sondage dans le présent numéro de *S'Organiser*.

Très généreux, les membres et les sections locales ont donné près de 90 000 \$ pour venir en aide aux sections locales en grève du SCFP et le SCFP national a été

heureux d'apparier ce montant. Nous avons aussi observé un moment de silence à la mémoire d'une jeune autochtone de Winnipeg morte tragiquement et nous avons offert un soutien financier à sa famille. Pour moi, ces moments d'émotion et d'autres en disent très long sur les valeurs auxquelles croient nos membres.

Sur une note plus personnelle, je tiens à vous exprimer ma gratitude pour la confiance que vous m'avez accordée en m'élisant à un deuxième mandat comme président national. Je remercie aussi du fond du cœur les délégués qui ont réservé un accueil si chaleureux à mes parents et autres membres de ma famille qui étaient à mes côtés pour ma réélection. Nous avons été profondément émus. Plus que jamais, je me sens privilégié d'appartenir à un syndicat dont les membres ont un si grand cœur.

En toute solidarité,

Paul Moïst

Président national

## Table des matières

### 2 Au cœur de l'action

Les femmes éliminent les barrières; Célébration de la Journée des collectivités; Productivité et secteur public; Des membres du SCFP au Collège des travailleurs.

### 17 Le SCFP au Canada

Edmonton tue le projet d'EPCOR dans l'œuf; Grève des enseignants de la C.-B.; Lutte contre la privatisation de l'eau en C.-B.; Site Web des grévistes de la ville de Regina; Les services privatisés de collecte des ordures à Winnipeg commencent à sentir mauvais; L'exposition mobile sur les PPP du SCFP-Ontario prend la route; Québec lance un cours sur la santé et la sécurité des femmes; Faites-les rire au Nouveau-Brunswick.

### 21 Révolution culturelle

Livres et cinéma : quoi de neuf ?

### 21 Mot du secrétaire-trésorier national

Travailler pour un monde meilleur.

### Reportages

#### 5 Un instantané du sondage national auprès des membres du SCFP

#### 6 Votre argent, votre avenir

De l'importance de la fiducie mixte à la tendance à délaissier les régimes de retraite à prestations déterminées : tout ce que vous devez savoir pour mieux contrôler votre bas de laine de retraite.

Par Catherine Louli

#### 10 Congrès 2005

Sept pages d'articles et de photos



## Nouveau programme d'éducation pour les femmes

*S'Organiser* est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique. Veuillez adresser toute correspondance à : Communications-SCFP, 21, rue Florence, Ottawa (Ontario) K2P 0W6. Téléphone : (613) 237-1590. Télécopieur : (613) 237-5508. Nous acceptons de publier les lettres qui nous sont envoyées, mais nous nous réservons le droit de les remanier pour plus de concision ou de clarté. Tout article publié dans *S'Organiser* peut être repris pourvu que la source soit mentionnée.

Envois de publications, n° de convention de vente : 40005741

Retourner les copies non distribuables au Canada à : Communications-SCFP, 21, rue Florence, Ottawa (Ontario) K2P 0W6

Visitez le site Web du SCFP à [www.scfp.ca](http://www.scfp.ca) ou communiquez avec nous à [courrier@scfp.ca](mailto:courrier@scfp.ca)

Directeur des communications : Ron Verzuh  
Rédactrice : Natasha Gauthier  
Conception graphique : Julie Turmel

Le personnel de communications : Lou Arab, Robert Bellerose, Alexandre Boulerice, James Chai, Ian Clysdale, Pat Daley, Barry Doyle, David-James Fernandes, Dan Gawthrop, Robert Lamoureux, Chris Lawson, Louise Leclair, Dennis Lewycky, Catherine Louli, John McCracken, Shannon McManus, Doreen Meyer, Roseanne Moran, David Robbins, Danielle Savoie, Beth Smillie, et Stella Yeadon.

Adjointes à la rédaction : Céline Carré, Manon Lajoie-Beaulne, Hélène Bélanger



Syndicat canadien de la fonction publique

### Conseil exécutif national

Président national – Paul Moist  
Secrétaire-trésorier national – Claude Généreux

### Vice-présidences générales

Mario Gervais  
Tom Graham  
Rick MacMillan  
Barry O'Neill  
Patrick (Sid) Ryan

### Vice-présidences régionales

Donna Ryan – Terre-Neuve et Labrador  
Betty Jean Sutherland – Nouvelle-Écosse  
Daniel Légère – Nouveau-Brunswick  
Donalda MacDonald – Île-du-Prince-Édouard  
Charles Fleury – Québec  
Claude Turcotte – Québec  
Michael Hurley – Ontario  
Candace Rennick – Ontario  
Wyman MacKinnon – Nord de l'Ontario  
Kevin Rebeck – Manitoba  
Frank Mentès – Saskatchewan  
D'Arcy Lanovaz – Alberta  
Mark Hancock – Colombie-Britannique  
Fred Muzin – Colombie-Britannique

### Vice-présidences à la diversité

Dharam Boodhoo  
Leo Cheverie



*Des femmes du SCFP de la Colombie-Britannique et de l'Alberta ont assisté à l'atelier d'une semaine « Les femmes éliminent les barrières » à Harrison Hot Springs, en Colombie-Britannique.*

Le premier volet du nouveau programme d'éducation et de formation du SCFP pour les femmes a été lancé dernièrement en Colombie-Britannique. Intitulé « Les femmes éliminent les barrières », l'atelier s'attire déjà des louanges.

Les participantes ont décrit cet atelier, qui a duré une semaine, comme étant une expérience « qui a transformé leur vie » et « dont chaque minute valait la peine ». Elles ont été poussées à aller plus loin tout en approfondissant leurs connaissances de la politique, de l'économie et du changement social dans une perspective féminine.

« Cet atelier m'a déjà apporté des avantages comme dirigeante syndicale, a déclaré Cathy Whalen, présidente du SCFP 2145, qui travaille au conseil scolaire de Bulkley Valley. Je suis revenue chez moi au beau milieu de la grève des enseignants, au cours de laquelle les membres du SCFP se sont montrés solidaires de la Fédération des enseignants de la C.-B. »

« Je me suis sentie redynamisée, avec un tout nouvel état d'esprit dont a profité ma section locale », a ajouté Dee Beattie, section locale 728 du SCFP, du conseil scolaire de Surrey.

Liz Purves, présidente du SCFP 3623, Grande Spirit Foundation, en Alberta, a dit avoir été touchée par la « solidarité des participantes. »

« Ce qui m'a étonné, c'est que même si nos domaines, nos emplois et nos styles de vie sont différents, nous poursuivons, à la base, le même objectif : un traitement juste et équitable pour tous les membres », a conclu Mme Purves.

Le SCFP a prévu d'autres ateliers « Éliminer les barrières » pour la Nouvelle-Écosse et l'Ontario. Des ateliers plus courts d'une demi-journée ou d'une journée, qui visent à inculquer aux femmes des compétences en leadership syndical, sont prévus pour le début de l'année 2006.

■ Doreen Meyer

# Célébrer la force de nos collectivités

Partout au Canada, des municipalités ont célébré la Journée des collectivités, le 5 octobre. Plusieurs villes et villages ont officiellement proclamé la Journée, dont Ajax, Brantford, Milton, Pickering, Port Hope, Stratford et Vaughan, en Ontario; Dauphin et Thompson, au Manitoba; Saskatoon, en Saskatchewan; Yellowknife, dans les T.-N.-O.; et Edmonton, Edson et Bon Accord, en Alberta. Voici quelques faits saillants de ces célébrations :

## Nouvelle-Écosse

Les travailleurs de la voirie de la Nouvelle-Écosse, membres du SCFP 1867, ont fait pression sur la province pour que le 5 octobre soit proclamé Journée des travailleurs provinciaux de la voirie. Michael Baker, ministre intérimaire des Transports, a signé la proclamation et reconnu l'importance du travail des membres du SCFP qui assurent la sécurité des autoroutes de la province.

## Alberta

Les membres du SCFP 1606 de Vermilion ont ramassé des vêtements d'hiver dans le cadre de leurs activités de la Journée des collectivités. Le personnel de soutien de la division scolaire régionale de Buffalo Trail a repéré un besoin. « Notre section locale sait que, chaque hiver, des enfants viennent à l'école insuffisamment

vêtus, précise Margaret Templeton, présidente du SCFP 1606. Nous avons décidé que nous pouvions aider nos élèves tout en soulignant notre rôle dans la collectivité. »

## Winnipeg

Au congrès national du SCFP, les délégués ont tenu un rassemblement pour attirer



l'attention sur l'importance d'investir dans les services publics et de réduire la pauvreté.

Ces collectivités, comme tant d'autres, savent que c'est grâce à l'investissement public que nous pourrions protéger la force des services locaux.

■ Barry Doyle



*Ci-haut : Les membres du SCFP 1606 ont organisé une cueillette de vêtements d'hiver pour les élèves de la division scolaire régionale de Buffalo Trail, en Alberta. À gauche : D'autres sections locales de l'Alberta ont mené une campagne de « panses et pieds » pour les sans abri.*

## Productivité et secteur public vont de pair

La productivité, ça ne veut pas dire la même chose pour tout le monde.

Pour les employeurs, cela veut souvent dire soutirer plus de travail à leurs employés. Le milieu des affaires utilise l'argument de la productivité pour réclamer des réductions salariales, des baisses d'impôts et plus de privatisation. Et maintenant, nos politiciens parlent d'une « crise de la productivité » au Canada.

La productivité sera sûrement au cœur des préoccupations dans le prochain budget fédéral. La Banque du Canada a annoncé qu'elle hausserait ses taux d'intérêt à cause de la lenteur de la croissance de la productivité. En conséquence, les taux hypothécaires et d'emprunt grimperont – et il y aura moins d'emplois.

La productivité est une mesure de l'efficacité de notre production de biens et de

services. Une technologie de pointe, des travailleurs plus compétents et des méthodes de production plus efficaces contribuent à nous rendre plus productifs.

Pour un travailleur de l'automobile, la productivité peut se mesurer simplement au temps de fabrication d'un véhicule. Mais pour le secteur public, mesurer la productivité devient beaucoup plus complexe. *(suite à la p. 4)*

Les membres du SFCP assurent la force, la sécurité, la santé et le bien-être de leurs collectivités. C'est pourquoi le bilan économique ne doit jamais être la seule mesure de la valeur de notre travail. Car en plus d'avoir des effets positifs sur la société et l'environnement, nos membres rendent l'économie beaucoup plus productive.

Selon les calculs de Statistique Canada, les entreprises économisent 0,17 \$ pour chaque dollar investi dans l'infrastructure publique. C'est un taux de rendement très élevé – beaucoup plus élevé que pour la plupart des investissements en bourse. Les avantages économiques découlant des dépenses consacrées aux garderies sont évalués à 2 \$ par dollar investi. Le quart de la croissance de la productivité au cours des 30 dernières années résulte des améliorations apportées au système de santé.

Par contre, les baisses d'impôts de 100 milliards de dollars accordées par le gouvernement fédéral depuis cinq ans n'ont donné lieu qu'à peu de gains. Si les profits des entreprises ont monté en flèche, les inégalités ont augmenté, les taux d'investissement ont chuté et la productivité a stagné.

Dans beaucoup de pays d'Europe, la productivité est nettement meilleure qu'aux États-Unis et au Canada. Les pays où l'investissement social est important, où les syndicats sont forts et où le salaire minimum est adéquat peuvent se vanter, en général, d'une productivité plus élevée.

Il est temps que nos dirigeants fassent le calcul : réinvestir dans les services publics est avantageux pour notre société et pour notre économie.

#### ■ Toby Sanger

*Toby Sanger est le nouvel économiste principal du SFCP national. Il collaborera périodiquement à S'Organiser.*

## Collège des travailleurs : une expérience enchantante



Demandez à Margaret Templeton de vous parler du Collège des travailleurs et son enthousiasme éclate.

« Nous avons été véritablement enchantés, s'exclame la membre du SFCP Alberta au sujet du mois qu'elle a passé en résidence au Collège Algonquin d'Ottawa, en mai dernier. Ce fut une expérience incroyable. »

Des syndicalistes de tout le Canada ont participé à ce programme exigeant, d'une durée de cinq semaines et commandité par le Congrès du travail du Canada. Offert en deux parties - quatre semaines sur des enjeux nationaux et une semaine sur des sujets régionaux - le programme annuel comprend des cours d'économie, de science politique, d'histoire syndicale et de sociologie.

Mme Templeton, bibliothécaire d'une école élémentaire de Vermilion, en Alberta, est présidente du SFCP 1606. Même si elle possède déjà une formation universitaire, elle a été étonnée d'en apprendre autant.

« Je ne m'attendais tout simplement pas à vivre tout à coup une expérience si révélatrice, dit-elle. Nous sommes tous syndicalistes, mais il y a différents aspects de cette réalité auxquels on ne pense même pas. »

Morna Ballantyne, directrice générale du développement syndical au SFCP, croit que les cours pro-travailleurs du Collège « valorisent » l'expérience des membres.

« Le collège fait le lien entre la vie pratique des étudiants et la perspective théorique comme peu d'institutions savent le faire », ajoute-t-elle.

John Atwater, président du SFCP 3928 à New Glasgow, en Nouvelle-Écosse, est d'accord.

« C'est sans doute l'une des meilleures choses que j'aie vécues depuis longtemps, soutient M. Atwater, conseiller auprès des jeunes pour une société d'aide à l'enfance. J'ai tellement appris. »

Le SFCP aide les membres qui suivent le programme en leur offrant des bourses qui couvrent les salaires et les frais. Le SFCP national commandite six bourses d'études, qui ont été augmentées cette année à 7000 \$ chacune.

« Aucune barrière financière ne devrait empêcher les personnes admissibles de suivre ces cours, souligne Mme Ballantyne. Sans les bourses, bien peu d'étudiants pourraient participer au programme. »

Mme Templeton et M. Atwater ont tous deux reçu des bourses. M. Atwater a pu profiter de la nouvelle bourse d'études Barbara-Kowalski.

« Ce genre d'expérience vous donne la confiance nécessaire pour continuer d'avancer et entreprendre de nouvelles choses, affirme Mme Templeton. Le cours vous fait grandir, et vous ne pouvez plus rétrécir après cela. »

Visitez [www.labourcollege.ca](http://www.labourcollege.ca) pour savoir comment vous inscrire.

#### ■ Doreen Meyer



# Les membres du SCFP aiment leur emploi, d'après un sondage national

Neuf membres du SCFP sur dix affirment être satisfaits de leur emploi et la plupart croient que leur collectivité, leur employeur et leurs collègues attachent de la valeur à leur travail.

Ce sont là quelques-unes des principales conclusions d'un sondage mené récemment par le SCFP auprès de ses membres, le premier du genre depuis plusieurs années.

Après avoir promis de le faire au congrès national de 2003, le SCFP a commandé un sondage téléphonique auprès d'un échantillon au hasard de 2425 membres dans les dix provinces. Le sondage suivait une série de dix forums de discussion tenus dans six grandes villes, plus tôt cette année.

Le président national Paul Moist a présenté le sondage aux délégués au congrès national du mois d'octobre.

Les résultats de ce sondage nous aideront à mieux comprendre les préoccupations des membres et nous permettront de mieux répondre à leurs besoins et d'établir nos priorités », a expliqué M. Moist.

Voici quelques éléments intéressants du sondage :

## Satisfaction au travail

Une majorité écrasante des membres du SCFP (90 pour cent) sont satisfaits de leur emploi ; 47 pour cent se disent très satisfaits.

De plus, la plupart d'entre vous croyez que votre travail est valorisé par les gens que vous servez, le public, votre employeur et vos collègues de travail.

## Les campagnes et les services du SCFP

Les services auxquels les membres attachent le plus d'importance sont la pro-

tection de la sécurité d'emploi, la négociation de salaires suffisants, d'avantages sociaux et de prestations de retraite et la protection de la santé et de la sécurité au travail. La promotion de la qualité des services publics et la lutte à la sous-traitance, le règlement des griefs, la négociation de congés payés pour obligations familiales et les prises de position fermes sur les questions nationales ont aussi été jugés importants.

Plus de deux sur trois d'entre vous jugez extrêmement important que le SCFP travaille à la promotion de l'égalité, des droits de la personne et d'un traitement équitable pour tous.

## Le rendement du SCFP

Fait encourageant, presque sept sur dix d'entre vous croyez que le SCFP vous procure une situation plus avantageuse. Vous qualifiez notre travail de satisfaisant en ce qui a trait à la protection de la sécurité d'emploi, à la promotion des services publics et à la lutte contre la sous-traitance, à l'éducation syndicale et à la négociation de bons salaires, avantages sociaux et retraites. Parmi les services qui ont reçu une note moins élevée figurent les prises de positions sur les questions nationales, la négociation de congés payés pour obligations familiales, le règlement des griefs et le lobbying auprès du gouvernement.

## La privatisation et la sous-traitance

Presque 80 pour cent des membres craignent que leur emploi soit privatisé ou donné en sous-traitance. Ce qui préoccupe le plus les membres, ce sont les réductions de salaires et l'atteinte à la qualité des services qu'ils fournissent. Une grande majorité de

membres s'inquiètent aussi d'une diminution des heures de travail et de l'augmentation de la charge de travail.

## Les communications

Lorsqu'il est question de l'information que vous recevez du SCFP, presque la moitié d'entre vous dites préférer recevoir le bulletin de votre section locale au travail. Quarante pour cent aiment mieux que ce bulletin leur soit envoyé à la maison. Presque autant de membres disent vouloir recevoir l'information par courriel, tandis que les autres préféreraient un contact plus personnel, soit avec leur délégué syndical, soit dans le cadre d'une assemblée syndicale.

La quasi-totalité des personnes interrogées ont accès à Internet, que ce soit au travail ou à la maison ou les deux.

Presque la moitié des membres qui reçoivent de l'information par écrit disent avoir vu ou lu *S'organiser*

## La formation en milieu de travail

Presque 80 pour cent trouvent important que le SCFP négocie une formation en milieu de travail afin d'aider à mieux faire le travail ou à obtenir une promotion. Presque deux membres sur trois affirment que leur employeur leur fournit actuellement une formation en milieu de travail.

## Qui a réalisé le sondage ?

Le SCFP a confié la réalisation de ce sondage à la maison Viewpoints Research, basée à Winnipeg. La marge d'erreur pour l'échantillon total est de plus ou moins deux pour cent, 19 fois sur 20.

■ **Natasha Gauthier**

# Votre argent, votre avenir

*Catherine Louli examine les tenants et les aboutissants de l'un des sujets les plus chauds de l'heure dans le mouvement syndical : votre régime de retraite.*

En novembre 2005, plus de 65 fiduciaires de caisses de retraite du SCFP, représentant chaque province et presque chaque secteur, se sont rencontrés pour la première fois à Toronto. Ils ont discuté du rôle essentiel qu'ils jouent dans la protection d'une retraite sûre pour leurs collègues de travail. Et quel était le sujet sur toutes les lèvres ? Comment intéresser plus de gens à la gestion de leur régime de retraite.

Si vous avez moins de 30 ans, vous ne pensez probablement pas beaucoup à votre retraite. Si vous approchez plutôt de la soixantaine, vous tenez peut-être votre retraite pour acquise. Mais au SCFP, les retraites sont maintenant l'un des dossiers politiques les plus chauds du jour.

Au fil des ans, le SCFP a consacré beaucoup de ressources et de temps à l'étude des régimes de retraite. La pression commence à se faire sentir : au cours de la prochaine décennie, les six millions de baby boomers du Canada – qui constituent le groupe d'âge le plus important du pays – prendront leur retraite.

« La question des régimes de retraite dépasse la simple négociation d'avantages sociaux », affirme Michel Lizée, qui représente le SCFP-Québec au comité des régimes de retraite de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, en plus d'être membre du Comité consultatif national du SCFP sur les régimes de retraite.

« Les régimes de retraite sont directement liés à notre défense du rôle du secteur public et du rôle du gouvernement en relation avec les services publics, dit-il. Il faut comprendre le contexte politique des placements effectués par la caisse de retraite. Lorsque l'on parle de placements, on parle aussi de dossiers comme l'environnement et la privatisation des services publics – en somme, tout le travail politique du SCFP. »



*Cidalia Ribero, agente de bord d'Air Canada.*

De plus en plus de gens, à toutes les étapes de leur vie active, se rendent compte de l'importance des régimes de retraites. Cidalia Ribero est agente de bord chez Air Canada et membre du SCFP. « J'avais 22 ans lorsque je suis arrivée à Air Canada et je ne connaissais vraiment pas grand-chose aux régimes de retraite, se rappelle-t-elle. Je croyais que je ne travaillerais chez Air Canada que très peu de temps et la question ne me préoccupait pas vraiment. Mais je suis ici depuis dix ans et je me rends maintenant compte de l'importance de l'enjeu. Nous devons lutter pour nos régimes à chaque ronde de négociations collectives. »



## Quels sont les différents régimes de retraite?

Lorsqu'il est question de retraite, la plupart des gens pensent au Régime de pensions du Canada (RPC).

Créé en 1966 et valant aujourd'hui plus de 70 milliards de dollars, le RPC forme une partie importante des revenus de retraite de beaucoup de gens.

Le RPC fournit une base solide sur laquelle nous pouvons miser : c'est notre filet de sécurité national. Mais pour beaucoup de Canadiens, le RPC n'est pas la seule source de revenus de retraite. Les travailleurs et leurs employeurs ont investi beaucoup d'argent dans d'autres régimes de retraite au fil des ans. Au 31 décembre 2004, les actifs des 100 plus importantes caisses de retraite d'employeurs du Canada avec participation des membres du SCFP s'élevaient à plus de 2,19 milliards de dollars.

On peut regrouper les régimes de retraite en deux catégories. Celui que préfèrent les travailleurs et que recommande le SCFP est le régime de retraite à prestations déterminées. Celui que préfèrent beaucoup d'employeurs est le régime de retraite à cotisations déterminées. Dans un régime à prestations déterminées, vos cotisations totales ne sont pas connues à l'avance. Elles peuvent diminuer ou augmenter avec le temps. La valeur du régime est estimée pendant toute sa durée. Mais le montant que vous recevrez après votre retraite est connu et garanti.

Le régime à cotisations déterminées, par contre, est semblable à un régime enregistré d'épargne-retraite (REÉR). Le montant retiré après la retraite est inconnu et n'est pas garanti parce qu'il dépend en grande partie des fluctuations de la bourse, tant avant la retraite qu'après.

Pour le SCFP, le choix est clair : le régime à prestations déterminées assure une plus grande sécurité et offre une solution collective à la question des régimes de retraite.

« La différence entre moi et quelqu'un qui participe à un régime à cotisations déterminées, c'est que je connais le montant d'argent que je recevrai chaque mois après ma retraite, affirme Helen Fetterly, secrétaire-trésorière du Conseil des syndicats d'hôpitaux d'Ontario (CSHO/SCFP) et présidente du Régime de rentes des hôpitaux de l'Ontario. Si j'avais un régime à cotisations, il me serait impossible de connaître mon revenu mensuel après ma retraite. Le régime à prestations déterminées comporte des avantages et des inconvénients. Mais quand je prendrai ma retraite, je saurai ce que je recevrai comme revenu de retraite. Nous avons le contrôle – c'est essentiel. »

## Jusqu'à quel point contrôlons-nous nos régimes de retraite?

Pour le SCFP, la question la plus importante en matière de régimes de retraite est sans contredit leur démocratisation par les fiducies mixtes. Les participants à la réunion de Toronto en novembre savent qu'il est essentiel que les travailleurs contrôlent davantage la sécurité de leur retraite.

## Le régime de retraite multisectoriel

Le SCFP participe au régime de retraite multisectoriel (RRMS). Les membres adhèrent à ce régime de retraite multi-employeur à prestations déterminées par leur propre processus de négociation collective. Peu importe la taille de leur unité de négociation, les membres ont l'occasion d'adhérer à un bon régime de retraite au travail.

Le RRMS est ouvert aux membres de tout le pays. Il est entièrement contrôlé par le SCFP et l'Union internationale des employés des services (UIES) – et non par les employeurs. L'adhésion est simple. Chaque unité, par le processus de négociation, intègre le régime à son lieu de travail. Le SCFP négocie le niveau de cotisation des travailleurs et de l'employeur et l'employeur fournit les données néces-

saires sur les employés. Les membres partagent le coût entre eux et la formule utilisée est déterminée à l'aide d'un expert en actuariat.

« Au début, nous pensions offrir le régime à quelques petites agences de services sociaux, aux travailleuses en garderie et aux préposés au nettoyage, mais nous nous sommes vite rendu compte de l'ampleur des besoins, affirme Ian Thompson, co-président du RRMS pour le SCFP. Nous comptons maintenant quelques 2500 participants au régime, des travailleurs de terrains de golf aux agents de bord, en passant par les techniciens ambulanciers. »

Le régime représente un gain particulièrement important pour les femmes du SCFP, puisque ce sont elles qui sont le plus

souvent sans régime de retraite au travail et qui dépendent entièrement du Régime des pensions du Canada (RPC).

« L'un des problèmes du RPC, c'est qu'il ne s'est pas développé et qu'il n'offre aucune protection contre l'inflation, ajoute Ian Thompson. Beaucoup des travailleurs que nous intégrons n'ont que des régimes de retraite minimales. Comment peut-on vivre avec moins de 20 000 \$ par année à Toronto ? »

Maintenant dans sa troisième année, le RRMS est une étape majeure vers la réalisation d'un objectif primordial du SCFP : que tous ses membres puissent compter sur un revenu de retraite adéquat. Visitez [www.mspp.ca](http://www.mspp.ca)

« Auparavant, les employeurs décidaient du niveau des prestations, du mode d'administration, des politiques de placements et même des communications avec les participants au régime, explique Darcie Beggs, chercheuse au SCFP national spécialisée en régimes de retraite. Beaucoup trop souvent, ils exerçaient ce contrôle aux dépens des travailleurs – en utilisant leurs surplus comme des cotisations, en gelant ou en réduisant le niveau des prestations et en ne disant rien aux participants. »

La fiducie mixte, c'est plus qu'un comité consultatif qui soumet des recommandations. C'est aussi beaucoup plus que la bonification des conventions collectives, comme celles que les travailleurs peuvent parfois obtenir à la table de négociations. Les régimes de retraite peuvent subir beaucoup de transformations entre les rondes de négociations.

« Avec une fiducie mixte, les travailleurs participent à l'embauchage des agents, l'élaboration des politiques de placements, la bonification des avantages sociaux et les communications avec les participants, souligne M<sup>me</sup> Beggs. Mais l'avantage concret le plus important est le droit de prendre part aux décisions sur les surplus et les déficits. Dans tous les régimes de retraite où nous avons obtenu la fiducie mixte, nous avons pu exiger que les surplus servent à bonifier les régimes de retraite et non à payer les cotisations de l'employeur. »

Depuis quelques années, le SCFP a obtenu la fiducie mixte dans beaucoup de régimes de retraite de ses membres. Au moins un grand régime du SCFP est administré conjointement dans presque chaque province et d'autres le seront sous peu.

Il est aussi possible, dans une fiducie mixte, d'élargir ses connaissances du régime de retraite. Choisir les fiduciaires et les obliger à rendre des comptes fait alors partie intégrante des affaires syndicales habituelles.

« Notre conseil d'administration se compose de 11 membres du syndicat et de 11 représentants de l'employeur, explique Maria Wahl, membre du SCFP de Port Moody, en Colombie-Britannique, et fiduciaire du régime de retraite municipal de sa province. Être fiduciaire vous aide à comprendre comment l'argent du régime est placé. Mais l'expérience peut être intimidante, car les actuaires, les avocats et les experts-conseils parlent un langage différent. »

M<sup>me</sup> Wahl soutient que l'éducation syndicale est essentielle pour gagner de l'assurance. « L'éducation nous permet de mieux comprendre ce qui se dit dans ces réunions et d'être moins intimidés, dit-elle. Ce sont nos régimes de retraite. Nous avons le droit d'être à la table et de prendre part aux décisions sur notre avenir. »

M<sup>me</sup> Wahl reconnaît toutefois qu'il est difficile d'intéresser les membres et de les former correctement pour leur permettre d'assumer leur poste de fiduciaire. Malheureusement, ils sont souvent formés ou conseillés par des consultants et des professionnels qui ne partagent pas toujours le point de vue du SCFP sur des aspects comme les priorités de l'investissement public.

Les fiduciaires ont reconnu, à leur réunion à Toronto, qu'ils ont besoin de plus de soutien, d'éducation et de communication. Les participants ont discuté, entre autres, de la possibilité de créer un site Web et de développer un réseau de militants, afin de partager l'information entre les réunions. Le SCFP a élaboré un cours d'une semaine pour préparer les fiduciaires à leur rôle. Ce cours leur fournit notamment l'information de base dont ils ont besoin pour débattre des différents enjeux et revendiquer une politique d'investissement favorable au secteur public pour leur régime.

### L'utilisation des régimes de retraite pour lutter contre la privatisation

Les caisses de retraite du SCFP représentent des milliards de dollars en capitaux de placement pour les gouvernements. Le SCFP soutient qu'une partie de cet argent pourrait être investi dans l'infrastructure publique. Les caisses de retraite des travailleurs, lorsqu'elles ont investi dans des obligations du gouvernement, ont joué un rôle positif, bien que passif, dans le renouvellement des infrastructures. Ce rôle pourrait être renforcé si nos régimes devenaient plus proactifs.

En 2003, le SCFP a commandé à l'économiste Monica Townson un rapport sur l'investissement de l'argent des caisses de retraite dans l'infrastructure publique. Elle a constaté que « les caisses de retraite peuvent jouer un rôle positif en aidant à financer l'infrastructure publique et en fournissant aux participants des régimes de retraite un bon taux de rendement, tout en assurant aux gouvernements des capitaux à des taux raisonnables. »

M<sup>me</sup> Townson citait un exemple révélateur d'une tendance alarmante à la privatisation : la modification, en 1998, de la politique de placement du fonds de réserve du RPC dont la valeur s'élève à plus de 56 milliards de dollars. Depuis la création du RPC, cette caisse avait toujours été investie dans des obligations provinciales qui servaient à financer les administrations locales, les écoles, les hôpitaux, les universités, les routes et d'autres priorités du secteur public. Les obligations détenues par le RPC fournissaient un rendement raisonnable.

En 1998, le gouvernement fédéral a choisi de diversifier son portefeuille d'obligations et d'actions, éliminant ainsi l'un des plus puissants mécanismes dont il disposait pour investir dans l'infrastructure. Le gouvernement a tenté de justifier ce changement en soutenant que la caisse du RPC avait besoin de plus de revenus pour faire face aux pressions démographiques. De plus, cette décision a été enchâssée dans une loi, ce qui la rend plus difficile à annuler.

Le SCFP fait pression sur le gouvernement pour qu'il recommence à émettre des obligations pour financer les projets d'infrastructure publique.

## Prestations déterminées un jour, prestations déterminées toujours?

Certains employeurs canadiens tentent de modifier les règles des régimes de retraite en cours de route. Plusieurs ont introduit des régimes à deux vitesses, en

vertu desquels les nouveaux employés ne sont pas admissibles au régime à prestations déterminées et sont plutôt inscrits à un régime à cotisations déterminées. En fait, quand les employés les plus âgés prendront leur retraite, le système à deux vitesses deviendra un système unique et les régimes à prestations déterminées auront complètement disparu.

Les régimes à deux vitesses ne sont pas tombés du ciel. Dans bien des cas, le choix de ne pas adhérer à un régime à prestations déterminées est le résultat des « exonérations de cotisations » des employeurs. Pendant les années 90, il y a eu un formidable essor des marchés financiers et beaucoup de régimes offraient d'excellents rendements. Mais la loi canadienne rend obligatoire, au-delà d'un certain seuil de rendement, la suspension des cotisations. Pendant ces années fastes, beaucoup d'employeurs et quelques syndicats ont profité de cette période d'exonération. Maintenant que les marchés ont ralenti, ces employeurs ont perdu l'habitude – et la volonté – de prévoir, dans leurs budgets, des cotisations pour leurs régimes.

En 2004, Air Canada était sous la protection de la loi sur les faillites et cherchait un nouveau propriétaire. Victor Li, un homme d'affaires de Hong Kong, a présenté une offre, en stipulant que l'entente dépendait de la modification du régime de retraite par le transporteur aérien.

« Nous avons dû expliquer à tous nos membres, les nouveaux comme les anciens, pourquoi le système à deux vitesses n'était pas une solution et pourquoi nous devons faire front commun dans ce dossier », se souvient Cidalia Ribero.

En fin de compte, la lutte du SCFP a donné de bons résultats. Air Canada a blâmé l'échec de l'entente avec M. Li sur « l'intransigeance syndicale » mais a finalement pu trouver un autre investisseur et est sortie de la protection de la loi sur la faillite avec un régime de retraite intact.

## Coup d'œil sur l'avenir

À Toronto, Carolyn Widener, présidente du California State Teachers Retirement System (CalSTRS), a partagé avec les fiduciaires du SCFP le récit d'une autre victoire pour les régimes de retraites. En janvier 2005, Arnold Schwarzenegger, le gouverneur républicain de la Californie, a tenté de faire adopter des lois pour réformer le régime de retraite à prestations déterminées des employés de l'État. Le CalSTRS s'est joint à d'autres syndicats publics pour affronter le « Terminator » – et a gagné. M<sup>me</sup> Widener a fait part des leçons apprises grâce à cette expérience.

« En Californie, nous avons appris que nous ne pouvons pas défendre seulement les régimes de retraite publics, si les régimes privés s'écroulent, a-t-elle expliqué au groupe. Nous devons nous questionner sur ce qu'est un revenu de retraite sûr pour tous. Les régimes d'employeurs privés sont en chute libre aux États-Unis. Les régimes à cotisations déterminées ne fonctionnent pas. Les Américains ont dit très clairement au président Bush qu'ils ne veulent pas privatiser la sécurité sociale, ce qui est un pas dans la bonne direction. Maintenant, nous devons aller encore plus loin et les fiduciaires de caisses publiques et privées doivent commencer à dialoguer. »

Comme l'avouait M<sup>me</sup> Ribero au début de l'article, beaucoup de jeunes travailleurs connaissent mal leur caisse de retraite et son influence sur leur vie. À 22 ans, la retraite peut vous sembler une rive lointaine et brumeuse. Certains jeunes peuvent même trouver vexant d'avoir à cotiser à une caisse de retraite, en particulier si leurs finances sont serrées. Mais les membres du SCFP qui sont sur le point de prendre leur retraite savent qu'un peu d'éducation et de prévoyance aident à assurer un avenir meilleur et plus sûr.

« Lorsque j'ai commencé à cotiser à mon régime de retraite, j'étais une mère célibataire avec trois enfants et c'était dur, dit M<sup>me</sup> Wahl. Je me disais que je n'en avais pas les moyens. Mais on a toujours les moyens. Je sais que c'est difficile. Je voyais les retenues sur mon chèque et je pensais que j'aimerais mieux avoir cet argent pour mes enfants. Mais maintenant, j'ai 52 ans et j'aurai une retraite acceptable. Je suis très reconnaissante d'avoir été obligée de cotiser au régime. »

# Winnipeg 2005 : Nous sommes venus, nous avons gelé et nous avons conquis !



**D**es débats dans la salle du congrès aux manifs dans la neige et le vent déchaîné, les membres du SCFP ont fait leur marque au 22<sup>e</sup> congrès national bisannuel de leur syndicat.

Près de 1700 délégués de tout le Canada ont mis au point des stratégies pour protéger les services publics et ont montré leur détermination à s'opposer à la privatisation. Ils ont accueilli le premier ministre du Manitoba, Gary Doer, et le leader du

NPD fédéral, Jack Layton, qui ont tous deux décrit ce que de meilleurs gouvernements peuvent faire pour les travailleurs – et vice-versa. Ils ont écouté les discours passionnés de militants des États-

Unis, d'Amérique du Sud, des Philippines et d'Afrique du Sud. Une brochette impressionnante de chanteurs et de musiciens ont soulevé l'enthousiasme des délégués pendant toute la semaine. Même les bourrasques de neige tombées du ciel le 5 octobre, Journée des collectivités, n'ont pas réussi à refroidir l'ardeur des membres.



Le président national Paul Moist, natif de Winnipeg, et le secrétaire-trésorier national Claude Généreux ont tous deux été réélus pour des mandats de deux ans, tout comme beaucoup d'autres membres du Conseil exécutif national. Pour la première fois, les comités nationaux du SCFP ont présenté leurs rapports à l'ensemble du congrès et permis aux délégués de poser des questions et de faire leurs commentaires directement.

Les délégués se sont aussi passionnément attaqués à des enjeux internes, comme la présence des femmes aux postes de direction de leur syndicat. Même s'ils ont rejeté une modification aux statuts visant la création de cinq sièges temporaires réservés aux femmes au Conseil exécutif national, les délégués ont décidé de former un important groupe de travail dont le mandat sera d'étudier les barrières qui empêchent la pleine participation des femmes aux postes de leadership du plus grand syndicat du Canada. Ils ont aussi voté à une majorité écrasante en faveur de l'appui à la campagne de l'Organisation nationale anti-pauvreté pour un salaire vital.

Tous ces enjeux et d'autres ont fait l'objet de débats au cours d'une semaine bien remplie de réunions de comités et de secteurs, de plénières et d'activités sociales.



## Gary Doer fait l'éloge du SCFP

Gary Doer, premier ministre du Manitoba, a fait l'éloge du leadership du SCFP dans les grands enjeux sociaux.

« Le SCFP joue un rôle important dans l'amélioration des services publics pour les Canadiens et nous serons heureux de collaborer encore plus étroitement avec vous », a-t-il affirmé, en félicitant le syndicat pour sa campagne en faveur d'un programme national de garderies et pour sa lutte contre la privatisation.

M. Doer a aussi invité le gouvernement fédéral à suivre l'exemple du Manitoba et à financer des programmes nationaux de santé-sécurité au travail et d'accès aux médicaments d'ordonnance à bas prix.



## Ni le grésil, ni la neige, ni les PPP...



Nos membres ont bravé les bourrasques précoces du bonhomme hiver pour participer au rassemblement de la Journée des collectivités du SCFP, le 5 octobre. Ils ont exprimé leur appui aux services publics et leur détermination à lutter contre la pauvreté et l'injustice.

Le président national Paul Moist a dit à la foule grelottante mais enthousiaste que les emplois du secteur public sont essentiels à l'édification de collectivités saines et que les gouvernements ont la responsabilité de protéger la force des services publics.

« Les services que nous offrons définissent le Canada et le travail que nous faisons valent la peine qu'on les défende », a

affirmé Paul Moist aux délégués rassemblés avec leurs drapeaux, leurs sifflets et leurs pancartes devant le Centre des congrès de Winnipeg.

M. Moist a aussi demandé au gouvernement fédéral de renouveler son engagement envers la santé et l'éducation, en qualifiant de « déplorable » l'état des services de garde à l'enfance et de l'éducation postsecondaire au Canada, deux secteurs dont les besoins sont parmi les plus criants aujourd'hui.

Il s'est aussi dit inquiet de la diminution du nombre d'emplois dans le secteur manufacturier et des graves dommages économiques qu'ont entraîné pour les petites collectivités des crises comme celles de la vache folle et du conflit sur le bois d'œuvre.



## Layton : il faut endiguer la vague de privatisation

Les néo-démocrates présenteront cet automne un projet de loi rendant incontournable le caractère public du système de santé, a annoncé Jack Layton aux délégués.

« Nous devons endiguer la présente vague de privatisation », a déclaré le chef du NPD, qui a qualifié l'arrêt Chaoulli de la Cour suprême de « menace la plus grave à avoir jamais pesé sur l'assurance-maladie. Si Paul Martin ne prend pas la défense du système, nous le ferons. »

Soulignant que les soins de santé ne sont pas le seul secteur où les « multinationales ont un œil sur la caisse », Jack Layton a affirmé qu'après le SRAS, les incendies de forêt et autres catastrophes récentes, les Canadiens se rendent mieux compte de l'importance des travailleurs de la fonction publique.

« Les services publics, c'est ce que vous faites dans nos collectivités, a-t-il ajouté. Et vous méritez mieux que le sort que vous réservent les libéraux. Vous avez été soumis à des attaques, à des compressions et à la privatisation. »



## Les syndicats luttent pour le bien commun : Linda Rae Murray

« Une infrastructure publique affaiblie est comme une maison infestée de termites, a dit l'américaine Linda Rae Murray aux délégués. Elle paraît bien de l'extérieur, mais à l'intérieur, tout s'effrite. »

La médecine-hygiéniste et spécialiste en matière de santé-sécurité au travail, a offert un discours émouvant, soulignant que les syndicats démocratiques et militants ont le pouvoir d'obliger les gouvernements à rendre des comptes, pour le bien public.

Sans syndicat, les gens n'apprennent pas à se regrouper pour changer les choses, a soutenu la D<sup>re</sup> Murray. « Aucun progrès important ne s'est produit sans la participation active du mouvement syndical. »

Au sein de ce mouvement, les travailleurs du secteur public ont une responsabilité et un rôle particuliers.

« Notre tâche, a-t-elle ajouté, consiste à faire comprendre à nos voisins et à nos amis qu'ils seront beaucoup plus forts avec nous que s'ils restent seuls. C'est dans les syndicats que nous apprenons à nous organiser, à gagner et, parfois, à perdre, à nous reprendre et à revenir à l'attaque. L'essence du syndicalisme s'oppose directement à l'individualisme fou », a-t-elle conclu. Nous sommes la meilleure arme que possèdent les humains. »

# 180 000 \$ pour les



## Un militant de North Bay remporte le Prix national en alphabétisation

Keith Allen, travailleur municipal de North Bay, en Ontario, et membre du SCFP 122, a remporté le premier Prix national en alphabétisation du SCFP.

« Je suis très fier de recevoir ce prix, a déclaré M. Allen. Il est très important de promouvoir l'alphabétisation au travail et dans la collectivité. »

M. Allen travaille depuis 24 ans à la ville de North Bay comme journalier, chauffeur de camion et

opérateur de machinerie lourde. Il a contribué à faire comprendre à son employeur, à ses superviseurs et à ses collègues de travail l'importance du langage clair. Il est aussi président du comité d'alphabétisation en milieu de travail.

Le Prix national en alphabétisation rend hommage aux membres ou groupes qui travaillent à la promotion de l'alphabétisation au travail et du langage clair.



# grèves

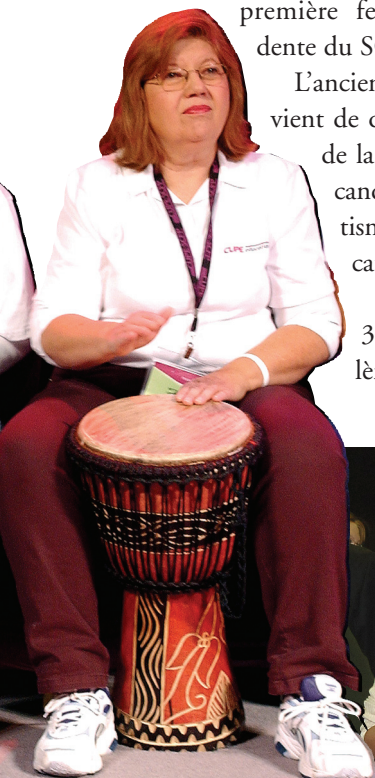
Les délégués et les sections locales ont donné plus de 89 000 \$ pour des membres en grève. Le secrétaire-trésorier national, Claude Généreux, a annoncé que le SCFP national apparierait les contributions, faisant un total de 180 000 \$.

## Colleen Jordan lauréate du prix Grace-Hartman

Colleen Jordan a décroché le prix Grace-Hartman 2005. Cet honneur a été créé au congrès de 1999 pour souligner le leadership exemplaire de la première femme élue présidente du SCFP.

L'ancienne membre du Conseil exécutif national, qui vient de quitter le poste de secrétaire-trésorière du SCFP de la C.-B., a été choisie de préférence à cinq autres candidatures pour son engagement et son militantisme en faveur de la justice sociale, en particulier la cause des femmes.

Mme Jordan, ancienne présidente du SCFP 379 (écoles de Burnaby), est maintenant conseillère municipale de Burnaby.



## Défaite de la résolution sur les sièges réservés aux femmes au Conseil

Après un débat passionné mais respectueux sur le meilleur moyen d'accroître la proportion des femmes aux postes de direction du SCFP, la résolution C-27 n'a pas obtenu l'appui des deux tiers des délégués.

La résolution – une modification aux statuts prévoyant la création de cinq nouvelles vice-présidences réservées aux femmes au Conseil exécutif national – a dominé les débats du congrès. Le leadership des femmes au palier national est à son plus bas niveau depuis des décennies. La discussion a porté notamment sur les barrières que doivent surmonter les femmes pour poser leur candidature et se faire élire à des postes de haute direction.

Après le vote, une motion de renvoi de la résolution au Comité a été approuvée.

Entre-temps, le SCFP continue d'élaborer un cadre pour le groupe de travail sur les femmes, conformément aux vœux du congrès avec la modification de la résolution 106.

Paul Moist et Claude Généreux ont rencontré les membres du comité national des femmes au début de décembre afin de discuter du groupe de travail et recueillir leurs commentaires. Les membres du caucus national des femmes, toutes les femmes membres de comités et groupes de travail nationaux, les présidentes de division et les femmes membres des syndicats de personnel du SCFP, de même que les hommes intéressés, ont aussi été invitées à faire part de leurs commentaires sur des questions comme la taille du groupe de travail, la représentation régionale, l'éducation des membres et d'autres enjeux.





« Comme quelqu' mais vous ne pou  
Gordon Campbell  
– Mark Hancock, v.-p. régi  
la grève des enseignants

## Prix des communications

Les prix des communications du SCFP pour les sites Web et les bulletins de nouvelles reconnaissent les sections locales, peu importe leur taille, qui travaillent fort – et intelligemment – à assurer la communication avec leurs membres. En tout, 12 prix et quatre mentions honorables ont été remis. Les lauréats ont obtenu un certificat et des guides de rédaction/révision.



## La mode des « blogues » s'empare du congrès

Au moins deux délégués ont créé des carnets Web ou « blogues », pour partager leurs expériences et observations personnelles au congrès national.

Le « blogging » est un phénomène en ligne qui transforme des millions d'utilisateurs de l'Internet en éditeurs et auteurs. Les créateurs de blogues écrivent sur leurs humeurs, leur vie, leurs idées politiques et, dans ce cas-ci, leurs impressions du congrès.

Voici, à titre d'exemple, un extrait de blogue :

*Observations personnelles : la manière polie et respectueuse dont Paul Moist préside le congrès. La patience dont lui-même et les congressistes font preuve. L'autre facette du congrès : une petite salle d'info, avec des kiosques du SCFP et la chance de réseauter avec d'autres délégués. La température... inutile d'en dire plus.*





un l'a déjà dit, vous pouvez emprisonner un militant, vous pas emprisonner un mouvement. Alors allez-y, ! »

onal de la C.-B., au micro au sujet de de la C.-B.



## La lutte pour la justice dans le monde

Les délégués ont appris le véritable sens des mots « justice dans le monde » en écoutant deux dynamiques conférenciers internationaux partager leur expérience.

Xolile Nxu, militant sud-africain, et Josua Mata, de l'Alliance des syndicats progressistes des Philippines, participaient au Forum sur la justice mondiale.

Xolile Nxu a expliqué que son pays tend de plus en plus vers la privatisation depuis les premières élections libres tenues en 1994.

« Ils avaient dit que la privatisation accroîtrait la participation communautaire et réduirait la pauvreté, a souligné le vice-président du Syndicat des travailleurs municipaux d'Afrique du Sud, mais ce n'était pas vrai. »

M. Nxu a précisé que l'Afrique du Sud est toujours profondément divisée entre races, classes et sexes et que la privatisation exploite les inégalités existantes. Il a aussi rappelé aux délégués que les syndicats doivent s'ouvrir vers le monde.

« Nous croyons être seuls pour lutter contre la privatisation. Mais nous avons connu nos plus grands succès lorsque nous sommes allés vers les gens des villes et que nous les avons convaincus de se joindre à notre lutte. »

Pour sa part, Josua Mata a décrit les ravages qu'ont fait subir à son pays la mondialisation et la corruption. Il a aussi parlé de l'existence d'un immense mouvement populaire pour remplacer l'actuel gouvernement, dont les politiques ont mené à une hausse fulgurante du chômage et à un ressac contre la classe ouvrière.

« Nous sommes habitués à renverser des leaders comme Ferdinand Marcos, et nous avons tellement aimé l'expérience que nous sommes prêts à recommencer », a-t-il dit.

M. Mata a soutenu que les Philippines devaient apprendre de leurs erreurs. Mais, selon lui, ils ont aussi besoin du soutien d'organisations comme le SCFP.

« Les gens ne doivent pas vivre dans le confort aux dépens des travailleurs du tiers monde, a-t-il affirmé. Si nous voulons changer le monde, nous devons changer le système capitaliste qui existe uniquement grâce à l'exploitation de la classe ouvrière. »

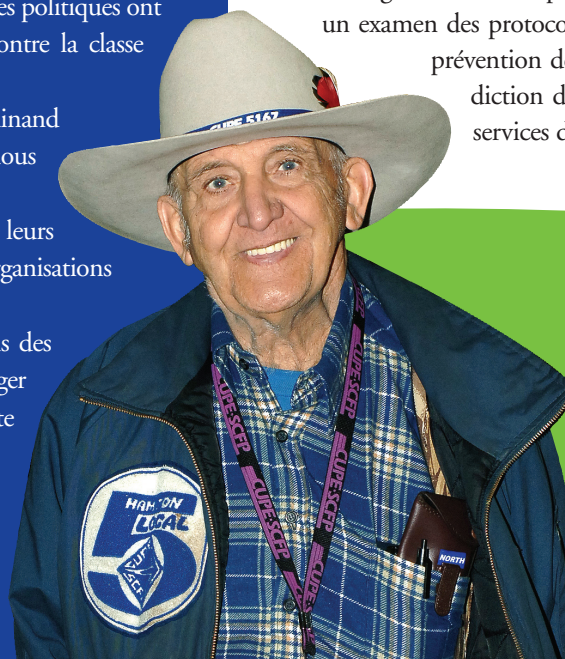
## Les travailleurs de la santé proposent une ambitieuse stratégie anti-privatisation

En dépit des efforts déployés par les 150 000 travailleurs de la santé du SCFP pour dénoncer les risques associés à la santé à but lucratif, le système d'assurance-maladie est de plus en plus menacé. C'est à ce consensus qu'en sont arrivés les délégués qui assistaient à la rencontre du secteur de la santé dimanche.

Les membres ont affirmé que trois forces constituent un danger particulier pour l'assurance-maladie : un lobby bien organisé et bien financé de promotion des soins à but lucratif, le récent arrêt Chaoulli sur les soins privés au Québec et des gouvernements provinciaux déterminés à défaire notre système public.

Le Comité national sur les questions de santé du SCFP a présenté un ambitieux plan biennal pour lutter contre la privatisation des soins de santé et renforcer le pouvoir de négociation collective des travailleurs de la santé.

Le projet de stratégie nationale du Comité comprend notamment les éléments suivants : l'organisation de campagnes visant à obtenir des normes minimales dans les soins de longue durée et à domicile ; la collaboration avec d'autres syndicats pour exiger un financement fédéral accru destiné à la santé et la création d'un programme d'assurance-médicaments ; la participation aux démarches juridiques pour éliminer les menaces qui pèsent sur les soins de santé publics ; le soutien aux campagnes médiatiques à la défense de l'assurance-maladie ; et le soutien aux mesures prises contre les infections acquises à l'hôpital, comme le signalement obligatoire des superbactéries, l'augmentation du personnel de nettoyage, un examen des protocoles de nettoyage et de prévention des infections et l'interdiction de la sous-traitance des services de nettoyage.





« Nous étions les enfants les plus riches de Winnipeg... nous avons bien plus que de l'argent ».

– Paul Moist, élu à un deuxième mandat comme président national, avec ses parents, Lloyd et Mae Moist.



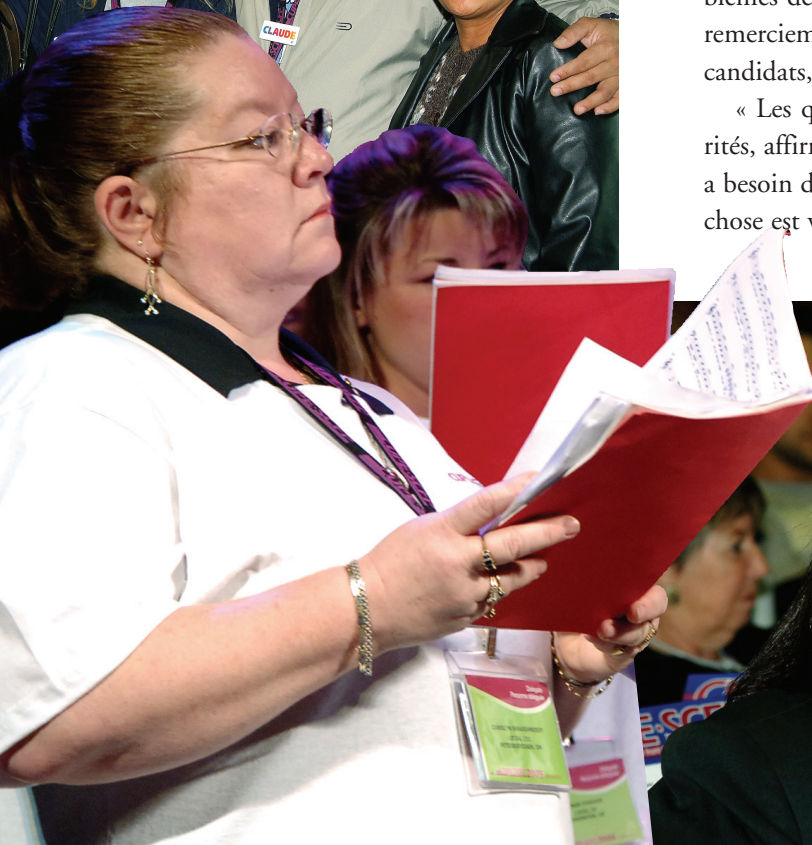
## Don Postar reçoit le Prix de santé-sécurité

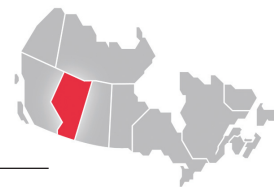


Don Postar, travailleur de conseil scolaire de Kawartha, en Ontario, et membre du SCFP 5555, a reçu le sixième Prix national de santé-sécurité.

Choisi à l'unanimité par le comité du prix, M. Postar travaille sans relâche à la sensibilisation aux risques et problèmes de santé et de sécurité à son lieu de travail. Dans son mot de remerciement, il a dit vouloir partager l'honneur avec les sept autres candidats, parce que c'est le travail d'équipe qui mène à la réussite.

« Les questions de santé et de sécurité doivent redevenir des priorités, affirme-t-il, parce qu'il s'agit d'un droit fondamental. Ma famille a besoin de moi et je dois revenir à la maison chaque soir. Et la même chose est vraie pour vous. »





## Edmonton envoie aux égouts le projet d'EPCOR

En septembre, le conseil municipal d'Edmonton a porté un dur coup à la tentative de privatisation des systèmes d'eau dans les provinces de l'ouest en votant contre une proposition visant à transférer à EPCOR l'actif de ses services d'égouts et d'évacuation des eaux.

EPCOR, un service public d'eau et d'électricité appartenant à la ville d'Edmonton, mène une offensive pour privatiser les services d'eau municipaux dans l'ouest du Canada. En 1996, Edmonton a cédé à EPCOR le contrôle de son service de distribution de l'eau potable, mais les systèmes d'égouts et d'évacuation des eaux sont restés sous la direction de la ville.

Le président du SCFP 30, Alex Grimaldi, explique qu'EPCOR devait contrôler ces deux services pour être plus crédible aux yeux des autres villes et municipalités et obtenir la gestion de leurs systèmes d'eau.

« Lorsque EPCOR suggérait à Red Deer ou à Nanaimo de privatiser leurs services d'eau et que leurs opposants faisaient valoir que même son actionnaire principal refusait de faire, c'était plutôt embarrassant », fait remarquer M. Grimaldi.

Les membres du SCFP 30, surtout ceux qui travaillent dans le domaine de l'évacuation des eaux, ont mené une campagne vigoureuse contre le projet de transfert. M. Grimaldi affirme que même si EPCOR appartient à Edmonton, ce transfert équivaldrait à une privatisation.

« Le seul mandat d'EPCOR est de faire des profits, ajoute M. Grimaldi. Même si le service des égouts rapporte un peu d'argent, il s'agit d'abord et avant tout d'un service public. Les services publics ne sont pas toujours rentables mais ils n'en sont pas moins indispensables. Laisser le service des égouts à EPCOR serait le moyen le



*Alex Grimaldi, président du SCFP 30, s'est prononcé contre la privatisation à une réunion du conseil municipal d'Edmonton.*

plus sûr de se retrouver avec des frais plus élevés et une diminution des services. »

Aux audiences publiques qu'a tenues le conseil municipal sur la question, 31 intervenants se sont dit opposés à la mesure et un seul s'est prononcé en faveur. Des groupes aussi diversifiés que des associations de promoteurs, des ingénieurs, des militants communautaires et de l'environnement, des urbanistes et d'anciens politiciens se sont tous présentés pour inviter la ville à maintenir le statu quo.

L'un des arguments clés était le manque d'accessibilité d'EPCOR, comparative-ment aux services assurés par la ville.

« Si un citoyen a un problème concernant les égouts, il appelle son conseiller qui, à son tour, appelle un gestionnaire du service des égouts, s'occupe du problème et fait part de la réponse directement au commentant, explique M. Grimaldi. Mais avec EPCOR, le conseiller n'aurait pas ce droit. »

M. Grimaldi fait remarquer qu'alors que la plupart des questions municipales font l'objet de discussions publiques au

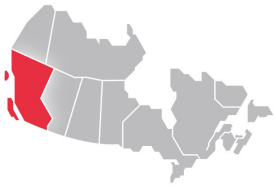
conseil, les échanges entre EPCOR et la ville se déroulent en privé, sans reddition de compte à la population.

Finalement, un vote serré du conseil – 7 contre 6 – a mis un terme au débat. Mais le maire Stephen Mandel, visiblement contrarié, a presque immédiatement commencé à travailler au renversement de la décision.

« Pour le conseil municipal, c'est l'intérêt public qui prime, souligne M. Grimaldi. Edmonton n'a pas à céder 45 pour cent de son actif à EPCOR pour permettre à la société de privatiser plus de systèmes d'eau au Canada. »

« M. Lowry [président et chef de la direction d'EPCOR] a déclaré aux médias qu'EPCOR n'abandonnait pas la partie et je le crois, conclut Alex Grimaldi. Mais le SCFP n'abandonnera pas non plus. En fait, nous n'avons aucune intention de leur laisser la voie libre. »

■ Lou Arab



## Dix jours qui ont secoué la Colombie-Britannique

La grève illégale déclenchée en octobre dernier par les 38 000 enseignants de la Colombie-Britannique est devenue un point de référence pour tous les travailleurs de l'éducation du Canada.

Forcés par une loi du gouvernement d'accepter une convention collective non négociée, les enseignants ont quitté le travail le vendredi 7 octobre. Presque immédiatement, 25 000 travailleurs de soutien scolaire membres du SCFP se sont joints par solidarité à la vague de désobéissance civile.



Les syndicats et le public ont organisé un immense rassemblement en appui aux enseignants à Victoria, C.-B.

Au dernier congrès national du SCFP à Winnipeg, les délégués ont affirmé leur soutien tant aux membres du SCFP qu'aux enseignants dans leur lutte contre cette loi régressive. Solidement appuyés par l'ensemble du SCFP, les enseignants ont maintenu leur position sur des enjeux comme le nombre d'élèves par classe et les services aux élèves en difficulté, de même que leur droit à la libre négociation collective.

Du 17 au 21 octobre, malgré d'intenses critiques de la part du gouvernement et des médias, les membres du SCFP de tous les secteurs ont amorcé une grève tournante région par région pour appuyer le droit à la libre négociation collective et à une éducation de qualité. Les travailleurs d'autres syndicats se sont aussi joints au mouvement de protestation. Entre 15 000 et 20 000 travailleurs actifs et à la retraite, de même que des élèves et des parents, ont participé à une manifestation monstre devant la législature provinciale à Victoria. Beaucoup d'autres collectivités ont vu leurs plus importantes manifestations depuis des années.

En fin de compte, les enseignants de la C.-B., appuyés par les membres du SCFP aux piquets de grève et ailleurs, ont réussi à repousser la méthode de fier-à-bras utilisée par un gouvernement provincial antisynical. Ces dix jours ont permis à tous les travailleurs de faire un grand pas en avant.

■ Louise Leclair

## La C.-B. se mobilise pour protéger l'eau publique



Les défenseurs de l'eau publique ont célébré une importante victoire à Nanaimo, en Colombie-Britannique. Une campagne communautaire bien organisée et appuyée par le SCFP de la C.-B. a convaincu le conseil du district régional de Nanaimo d'annuler les négociations visant à confier l'exploitation des systèmes d'eau de la région à EPCOR, une société privée.

La victoire de Nanaimo s'inscrit dans la foulée d'autres succès remportés par le SCFP, notamment l'annulation par le district régional de Vancouver d'un partenariat public-privé pour la gestion de l'immense nouvelle station d'épuration des eaux de Seymour. Des batailles anti-PPP ont aussi eu lieu à Kamloops, Ladysmith et Vernon.

« Ces campagnes nous ont permis d'acquérir l'expérience nécessaire pour lutter efficacement en faveur de la protection de nos systèmes d'eau potable et d'eaux usées, a déclaré le président du SCFP de la C.-B., Barry O'Neill, à la Conférence des employés municipaux de l'ouest du Canada, en septembre. Mais les luttes ne s'arrêtent pas là. Nous devons maintenant dénoncer les privatiseurs qui veulent s'emparer de notre eau et nous devons insister pour que les services publics restent publics. »

La lutte contre la gestion privée de l'eau s'intensifie grâce à une campagne Eaux aguets renouvelée. Des coalitions formées avec des partenaires communautaires ont été organisées dans toute la province pour repousser toute tentative de privatisation de la gestion de l'eau potable et des eaux usées.

Sur l'île de Vancouver, une campagne Eaux aguets a été lancée en prévision des élections municipales du 19 novembre. Parce que beaucoup de collectivités de l'île sont aux prises avec les mêmes problèmes que Nanaimo, le SCFP a retenu les services d'un coordonnateur de campagne Eaux aguets et travaille avec des organisations locales, provinciales et nationales pour sensibiliser et encourager les militants.

L'objectif à long terme est de préparer les coalitions Eaux aguets à réagir chaque fois que des sociétés privées approchent des gouvernements locaux en leur faisant miroiter de fausses promesses d'économies et de gestion améliorée.

■ Roseanne Moran



## Des piquets de grève virtuels à Regina

Cette année, pour la toute première fois, trois unités de négociation – SCFP 21, SCFP 7 et les travailleurs du transport en commun représentés par l'*Amalgamated Transit Union* – ont formé la Coalition municipale de Regina, s'unissant pour exiger une augmentation de salaire raisonnable. Lorsque les négociations ont échoué et que les 1800 travailleurs ont dû, le 31 août, déclencher la grève, ils ont encore une fois innové en créant un site Web bien particulier.

En collaboration avec le personnel des communications du SCFP, la coalition a mis au point et maintenu un site Web qui expliquait les enjeux et aidait les deux syndicats à consolider leurs piquets de grève.

Le site était mis à jour quotidiennement et contenait des nouvelles, des lettres d'appui ou de critique de tout le pays, une liste de personnalités « as » ou « deux de pique » et des récits rédigés par les membres sur leur expérience aux piquets de grève. La section la plus populaire était sans contredit la galerie de photos.

« Les membres provenaient de trois unités de négociation différentes et ne se connaissaient pas, précise Eva McKaef, présidente du SCFP 7, cols blancs de Regina. Les photos nous ont permis d'associer des visages aux noms. »

L'adresse du site apparaissait dans les pubs de journaux et de radio et dans un dépliant qui a été distribué à plus de 80 000 foyers de Regina.

Même si les employés sont rentrés au travail le 26 septembre, la coalition utilise toujours le site pour remercier toutes les personnes qui l'ont appuyée et pour échanger de l'information sur la situation après-grève.

Visitez [www.reginaciviccoalition.ca](http://www.reginaciviccoalition.ca). Ou allez sur <http://scfp.ca/www/webhosting/> pour savoir comment votre section locale peut créer son propre site Web.

■ Ian Clysdale

## Winnipeg : La collecte des ordures commence à sentir mauvais



En septembre, BFI Canada Inc. a décroché le contrat de collecte des ordures de 5270 bennes et 65 000 foyers du quartier sud de Winnipeg à compter de mars 2006. Mais avant même l'entrée en vigueur du contrat, les coûts dépassent les prévisions de la ville.

L'augmentation de 11 pour cent est due à la hausse du prix de l'essence et à la quantité accrue des ordures jetées par les ménages depuis quelques années. La soumission gagnante de BFI était basée sur les volumes d'ordures de 1998.

Le SCFP 500, qui représente les cols bleus de Winnipeg, a averti la ville que l'augmentation de 11 pour cent dans le quartier sud, combinée à la dernière hausse de coût de 24 pour cent de la

collecte d'ordures privatisée ailleurs dans la ville, imposera un lourd fardeau aux finances publiques.

La ville a voté en faveur de la privatisation de la collecte des ordures en juillet, malgré une vigoureuse campagne menée par le SCFP 500 pour garder le service public. À l'époque, le maire de Winnipeg, Sam Katz, avait annoncé que la ville économiserait 34,57\$ par ménage par année. Toutefois, selon la conseillère Jenny Gerbasi, ces prévisions sont gonflées parce que l'estimation ne tient pas compte des économies que les travailleurs municipaux étaient prêts à offrir, ni de l'augmentation des coûts.

■ Barry Doyle

## Retour en classe à l'école des PPP



Une maison mobile aux allures d'école de briques rouges se promène en Ontario pour expliquer le pouvoir de destruction des PPP. La campagne « L'école des PPP », organisée par le SCFP-Ontario, a démarré à la fin de septembre devant Queen's Park, à Toronto. L'école fera la tournée de l'Ontario jusqu'aux élections provinciales de 2007.

À l'intérieur de la maison mobile, on nous montre différentes formes de privatisation, ce que coûtent les PPP aux contribuables et leur effet d'érosion sur les services publics et les travailleurs. Les visiteurs peuvent aussi envoyer un message à leur député provincial pour lui dire que la privatisation les inquiète.

Le rapport de Natalie Mehra « *Échecs, défauts, abandons* », qui examine 100 partenariats public-privé, tant canadiens qu'internationaux, occupe aussi une place de choix.

En octobre, l'école mobile a passé une semaine au congrès national du SCFP, à Winnipeg. Il fera la tournée de douzaines de municipalités de l'Ontario. Visitez [www.scfp.ca/events.php](http://www.scfp.ca/events.php) pour savoir quand l'école passera chez vous.

■ Barry Doyle





## Un nouveau cours en santé-sécurité des femmes

En octobre, au Québec, une vingtaine de membres du SCFP ont assisté à la première d'un tout nouveau cours en santé-sécurité abordant exclusivement les particularités du travail des femmes.

Jeanne Cazabon, l'une des responsables de la formation syndicale au SCFP souligne que la nature du travail effectué par les femmes entraîne des problèmes de santé qui leur sont propres.

« Souvent les accidents subis au travail par les femmes ne sont pas spectaculaires, mais ils n'en sont pas moins réels », précise-t-elle.

Elle mentionne, entre autres, les gestes répétitifs, source de bien des maux éprouvés par les secrétaires, les commis, les caissières ou les techniciennes de laboratoire.

La nouvelle formation ne s'adresse toutefois pas exclusivement aux femmes. D'ailleurs, lors de ce premier cours, quelques participants complétaient le groupe formé majoritairement de participantes.

Précisons que le cours poursuit trois objectifs : 1) grâce aux témoignages, il permet de relever les multiples aspects du travail des femmes, 2) par des discussions et des compléments d'information, il approfondit quelques notions en santé-sécurité plus particulières aux femmes, et 3) à travers des mises en situation, il suscite l'engagement syndical et sert à élaborer, avec les participantes, une argumentation permettant de prendre en charge plus facilement l'amélioration de leurs conditions de travail.

M<sup>me</sup> Cazabon signale que le contenu du cours, élaboré par le Service de l'éducation de la Fédération des travailleuses et des travailleurs du Québec, soulève déjà beaucoup d'enthousiasme parmi nos membres. Dès janvier 2006, le cours sera offert à l'ensemble des syndicats locaux dans toutes les régions du Québec.

■ Robert Bellerose

## La rigolothérapie, c'est sérieux!



Thérèse Michaud, membre du SCFP 1252, répand la joie dans la peau de son alter ego, Mary Sunshine.

Trois petits coups discrets à la porte de la chambre d'hôpital et Mary Sunshine se pointe le nez dans le cadre avec son plus beau sourire.

« Est-ce que je peux vous chanter une petite chanson ? », demande-t-elle d'une voix espiègle.

Mary Sunshine, c'est Thérèse Michaud, membre du SCFP 1252, une infirmière auxiliaire autorisée qui travaille depuis 18 ans à l'hôpital régional de Campbellton, au Nouveau-Brunswick. Elle est aussi l'un des clowns du programme d'humour thérapeutique du centre hospitalier.

« L'hôpital a publié une petite annonce dans le journal des employés. Le service de bénévolat cherchait des personnes intéressées à participer à un programme d'humour thérapeutique. On cherchait des personnes qui avaient un clown en soi et j'ai sauté sur l'occasion », d'expliquer Mme Michaud.

« J'adore faire rire. Cela vient de mon père. S'il voyait quelqu'un de triste, il essayait toujours de le faire rire. »

Elle prend son rôle de clown au sérieux. « J'ai suivi une formation d'une semaine à l'école de clowns. J'ai appris à faire de l'improvisation, des maquillages et de l'animation. »

Le programme d'humour thérapeutique est inspiré par le personnage 'Patch Adams' développé par un médecin américain pour aider ses patients à incorporer le rire, la joie et la créativité dans le processus de guérison. Au N.-B., les programmes de clowns thérapeutiques font peu à peu leur apparition dans les centres hospitaliers.

Depuis un an, Mme Michaud consacre au moins quatre heures par mois à la rigolothérapie. Elle visite les patients des départements de gériatrie, de l'unité des anciens combattants et se rend aussi dans les foyers de soins.

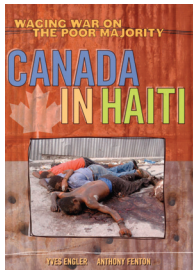
« Mon but est de leur faire oublier, même si ce n'est que pour quelques minutes, leur maladie. Le rire est la meilleure des prescriptions. »

Pour Mary Sunshine, c'est aussi une façon bien spéciale de contribuer à sa communauté.

■ Danielle Savoie

## Canada in Haiti: Waging war on the poor majority (Le Canada en Haïti : La guerre contre les pauvres)

Par Yves Engler et Anthony Fenton,  
Redbook Press, 2005



La plupart des Canadiens ne sont sans doute pas au courant de l'implication de leur gouvernement dans le renversement du gouvernement haïtien, en février 2004, et dans ses suites brutales. *Canada In Haiti* jette un éclairage

nouveau sur le dossier.

Les auteurs veulent alerter les Canadiens « pour que cessent les crimes qui sont toujours perpétrés à l'heure actuelle. » Les

lecteurs doivent donc s'attendre à une charge accablante.

Yves Engler et Anthony Fenton sont des militants canadiens qui se consacrent à la justice sociale. Ils se sont rendus en Haïti pour interviewer des chefs de file de la communauté et ont étudié de près des documents officiels afin de démontrer que les gestes posés par Ottawa contredisent radicalement son discours. Leur ouvrage entremêle récits, entrevues, recherche et analyse, le tout présenté dans un style direct et simple.

Messieurs Engler et Fenton font la preuve manifeste de l'implication du Canada dans un complot ourdi avec la France et les États-Unis pour se débarrasser du gouvernement démocratiquement élu de Jean-Bertrand Aristide et de centaines d'autres représentants du gouvernement. Ils accusent le gouvernement canadien de complicité dans le coup d'État et dans la désintégration des droits de la personne qui s'en est suivie.

Entre autres, ils racontent comment la Gendarmerie royale du Canada et divers corps

de police canadiens ont formé la police d'Haïti, dont les violations des droits de la personne ont été bien documentées. Le ministre des Affaires étrangères, Pierre Pettigrew, a qualifié ces accusations de propagande. Les auteurs signalent également que le salaire du sous-ministre intérimaire de la Justice haïtien, qui avait la police sous ses ordres, était versé par le Canada.

Les lecteurs remarqueront l'absence de notes de bas de page et de références – sans doute une mesure d'économie de coûts et d'espace, mais néanmoins une faiblesse. Le livre se termine par une liste de ressources pour en savoir plus et par l'assurance que les notes de bas de page seront mises en ligne à [www.canadahaitiacion.ca](http://www.canadahaitiacion.ca), mais au moment de rédiger le présent article, elles n'y sont toujours pas.

Ouvrage dense et marquant, *Canada in Haiti* incite les lecteurs à remettre en question la réputation de boy-scout dont jouit le Canada.

■ David Robbins

## Un autre monde est possible

De Seattle, en 1999, en passant par Québec, en 2001, jusqu'en Argentine et à Hong Kong aujourd'hui, des militants du monde entier luttent contre la mondialisation parce qu'ils croient en un monde meilleur.

Peu après notre 22<sup>e</sup> congrès national, j'ai eu l'honneur de diriger, à Mar del Plata, en Argentine, une délégation du SCFP au Sommet populaire des Amériques. Ce sommet parallèle a été créé en opposition au Sommet des Amériques qui rassemble des chefs d'États et d'entreprises cherchant à accroître les échanges commerciaux dans l'hémisphère. Les syndicats ont joué un rôle important au Sommet populaire en proposant des formes de développement qui protégeraient les services publics tout en abolissant la pauvreté.

Au cours de ce voyage, nous avons aussi participé à un congrès de l'Internationale des services publics sur le commerce et les soins de santé, ainsi qu'à un échange des travailleurs de la santé. Ce dernier est une



Claude Généreux et Sid Ryan, président du SCFP de l'Ontario, à Mar del Plata, en Argentine.

initiative du SCFP regroupant des travailleurs des services de santé des Amériques pour l'atteinte d'objectifs communs.

À la mi-décembre, le président national Paul Moist et moi-même dirigerons une délégation du SCFP aux négociations de

l'Organisation mondiale du commerce à Hong Kong. C'est là que des représentants syndicaux de partout dans le monde travailleront, avec des groupes de promotion de la justice sociale, à élaborer des règles de commerce progressistes qui favorisent l'égalité et la justice.

Nous sommes sortis de notre congrès national plus forts que jamais, en renouvelant notre engagement à accroître notre pouvoir de négociation et à lutter contre la privatisation. La mondialisation menace les services publics au Canada comme dans le reste du monde. Nos luttes internationales influencent grandement nos campagnes nationales. Et le travail que nous faisons chez nous peut contribuer à rendre possible « un autre monde ».

En toute solidarité,

Le secrétaire-trésorier national

*Claude Généreux*  
Claude Généreux



*Ma collectivité  
reste forte  
grâce à mon travail*

Jod-Dee Dagneau, travailleuse de soutien scolaire  
Syndicat canadien de la fonction publique • scfp.ca

**Fortifier  
nos**  
*Collectivités*